

Formations supérieures en agroéquipement

■ Entraid', revue spécialisée dans le domaine du machinisme agricole, centralise ici les formations supérieures diplômantes centrées sur les agroéquipements.

■ Si votre établissement dispense ce type de formation mais ne figure pas dans cette liste, si vous constatez une erreur, si vous envisagez de supprimer ou de créer une formation supérieure en agroéquipement, merci de nous le faire savoir.

Avec l'aide de l'Aprodema - www.aprodema.asso.fr

■ = Public ● = Privé I = Formation Initiale (ou rien) C = Formation Continue A = formation par apprentissage

BTS Agroéquipement - Ministère de l'éducation nationale

| | |
|---|----------------|
| ■ 17 Lycée Professionnel Blaise Pascal | 05 46 32 00 80 |
| ■ 19 Lycée Marcel Barbançois Neuvic d'Ussel | 05 55 95 03 72 |
| ■ 10 LP du Val Moré Bar sur Seine | 03 25 29 82 88 |
| ■ 59 Lycée Monts de Flandre Hazebrouck | 03 28 43 76 34 |
| ● 77 Lycée polyvalent Cormier Coulomiers | 01 64 75 30 00 |

BTS Génie des équipements agricoles - Ministère de l'agriculture

| | |
|---|----------------|
| ■ 16 Cfa de la Charente La Couronne | 05 45 61 90 00 |
| ■ 45 Legta Le Chesnoy-Montargis | 02 38 89 80 00 |
| ● 02 Lycée Robert Schuman Chauny | 03 23 39 17 17 |
| ■ 02 Cfa Chambre des Métiers de l'Aisne | 03 23 23 16 70 |
| ■ 27 LEGTA de Chambray | 02 32 35 61 70 |
| ● 27 LEP Le Neubourg | 02 32 35 15 80 |
| ● 51 LP et technologique Somme-Suippe | 03 26 70 13 43 |
| ● 62 Leap Saint Eloi Bapaume | 03 21 07 14 20 |

Formation post BTS Niveau II

Tracteurs et machines agricoles

| | |
|---------------------------------------|----------------|
| ● 79 IREO de Bressuire | 05 49 74 06 44 |
| ● 51 LP et technologique Somme-Suippe | 03 26 70 13 43 |
| ● 62 MFREO de Campagne les Boulonnais | 03 21 86 52 76 |
| ● 62 LEAP de Savy Berlette | 03 21 59 24 29 |
| ■ 80 CFA de la Somme | 03 22 20 77 65 |
| ■ 43 CFA de Haute Loire | 04 71 74 57 57 |
| ■ 70 LEGTA/CFAA Vesoul | 03 84 96 85 20 |
| ■ 40 Cfa des Landes | 05 58 98 70 93 |
| ■ 40 LPA de Mugron | 05 58 97 95 41 |
| ● 22 MFREO de Loudeac | 02 97 28 99 66 |
| ● 50 IREO de Loudeac | 02 33 77 13 77 |

BTS Agroéquipement - Ministère de l'éducation nationale

| | |
|--|------------------|
| ● 38 Cfp-Mfr de Moirans | A 04 76 35 41 60 |
| ■ 42 CFPPA Montbrison | 04 77 97 72 07 |
| ● 71 Lycée René Cassin Mâcon | 03 85 39 53 50 |
| ■ 24 Lycée Maine de Biran Bergerac | |
| lyceemainebiran.fr | 05 53 74 50 00 |
| ■ 32 Ecole des Métiers du Gers Auch | 05 62 61 22 35 |
| ● 48 Lycée privé Gibelin St Chély d'Apcher | 04 66 31 00 99 |
| ■ 81 Lycée Jean Jaurès Carmaux | 05 63 80 24 20 |
| ■ 81 Lycée Mendès France | 03 22 73 35 00 |
| ■ 49 Lycée de Narcé Brain sur l'Authion | 02 41 54 34 33 |
| ■ 50 Lycée Claude Lehec St Hilaire du H. | 02 33 79 06 89 |

BTS Génie des équipements agricoles - Ministère de l'agriculture

| | |
|--|------------------|
| ■ 21 LEGTA Semur sur Chatillon | 03 80 91 53 03 |
| ■ 42 LEGTA Montbrison-Précieux | 04 77 97 72 00 |
| ■ 42 CFPPA Montbrison | 04 77 97 72 07 |
| ■ 70 Legta Etienne Munier Vesoul | 03 84 96 85 00 |
| ■ 73 Legta de Savoie La Motte Servolex | 04 79 25 41 80 |
| ■ 31 Legta Ondes | 05 61 37 65 70 |
| ■ 31 Cfpaa Ondes | 05 61 37 65 87 |
| ■ 40 Cfa des Landes | A 05 58 98 70 93 |
| ■ 40 LPA de Mugron | 05 58 97 95 41 |
| ■ 82 Cfa du Tarn et Garonne Montauban | 05 63 21 23 87 |

| | |
|------------------------------|------------------|
| ■ 14 Cfa Le Robillard Loudon | 02 31 42 61 21 |
| ● 22 Mfr Loudéac | A 02 96 28 02 27 |

BTS Technico-commercial matériels agricoles

| | |
|--|----------------|
| ■ 70 LEGTA/CFAA Vesoul | 03 84 96 85 20 |
| ■ 09 Cfa de l'Arrière Lycée Philippe Tissier | 05 61 67 95 45 |
| ■ 22 Lycée Henri Avril Lamballe | 02 96 50 70 91 |
| ■ 22 Cfa Merdrignac | 02 96 28 41 61 |
| ● 56 LEAP St Agnes Kerlebost de Pontivy | 02 97 28 99 66 |

Formation post bac pro

Agent de maintenance des matériels

| | |
|-------------------------------------|----------------|
| ● 44 CF en agro-équipement de Nozay | 02 40 79 54 17 |
|-------------------------------------|----------------|

Licence pro agroéquipement

| | |
|--|------------------|
| ■ 21 ENESAD Dijon | 05 61 75 32 32 |
| ■ 70 LEGTA/CFAA Vesoul | 03 84 96 85 20 |
| ■ 70 Legta Etienne Munier / Enesad | 03 84 96 85 00 |
| ● 62 Institut St-Eloi - LEAP de Bapaume | |
| www.institutsainteloibapaume.fr | A 03 21 07 14 20 |
| ■ 31 ENFA Toulouse Auzeville www.enfa.fr | 05 61 75 32 32 |
| ■ 31 Legta Ondes | 05 61 37 65 70 |
| ● 35 MFREO Montauban de Bretagne | 03 21 07 14 20 |

Diplôme d'ingénieur

| | |
|---|------------------|
| ■ 21 Iseae - Enesad | 03 80 77 25 25 |
| ■ 33 CDFA Agricole de la Gironde www.formagri.com | I 05 56 35 61 10 |

Contact

Pour vos modifications, Evelyne Garcia entraid@entraid.com
 ☎ 05 62 19 18 88 - Fax 05 62 19 18 87.



SUR INTERNET

Retrouvez l'annuaire formation sur www.entraid.com

FORMATION DOSSIER L'ENSEIGNEMENT DOIT SE REORIENTER

- Comment former les futurs actifs d'une activité agricole en plein chambardement ? Volatilité des prix, Grenelle de l'environnement et autres bouleversements récents requestionnent l'enseignement agricole.
- Enquête sur les mutations en cours dans ces lieux de formation.

Par Véronique Lucas

Septembre 2009 : le Ministre de l'agriculture Bruno Le Maire lance des Assises de l'enseignement agricole public, pour lui permettre de mieux répondre aux défis de l'agriculture, de l'alimentation et des territoires. Parmi les mesures issues de ce processus, les formations doivent intégrer systématiquement l'éducation au développement durable, inscrite désormais dans le code rural comme une finalité de l'enseignement agricole.

Cette étape est en fait venue consacrer une réalité déjà présente dans ce secteur. Bien avant 2009, les changements du contexte agricole ont impulsé une nouvelle donne à ces lieux de formation, pour ceux qui n'avaient pas déjà innové en ce sens. Quand ce ne sont pas les attentes des élèves eux-mêmes qui changent et ont obligé les enseignants à réorienter leur travail...

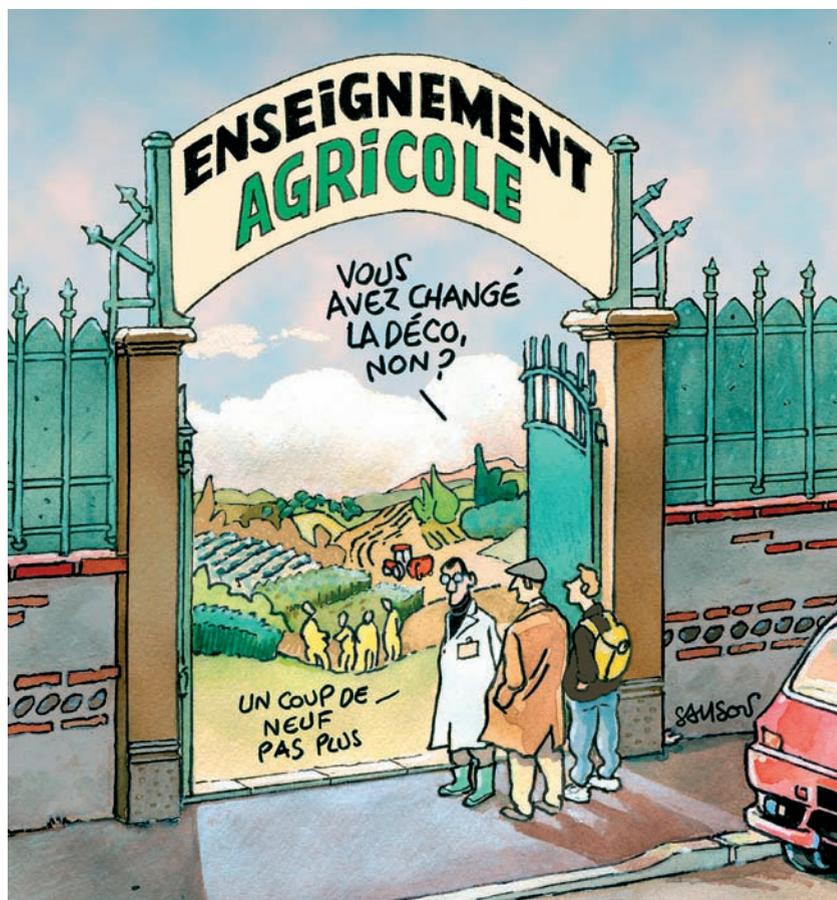
NOUVEAUX PUBLICS

« Il y a aujourd'hui plus d'interrogations chez les élèves, et de curiosité par rapport aux connaissances qu'on peut leur apporter, constate Francine Gascoin, enseignante en agronomie au lycée agricole public de la Saussaye près de Chartres. Ils s'informent en dehors et en parlent entre eux, et davantage à propos des questions économiques qu'auparavant. »

Ces tendances ne sont pas anecdotiques, et illustrent avant tout une envie de la part des élèves de connaître les différentes options possibles en matière de conduite de systèmes de production.

« En BTS ACSE (Analyse et conduite des systèmes d'exploitation), qui regroupe une majorité de jeunes issus du milieu agricole et projetant de s'installer, on voit plus d'intérêt pour les orientations de niche, comme par exemple la vente directe de produits par Internet, analyse Odile Ginestet, responsable du pôle BTS au groupe ESA (École supérieure d'agriculture), établissement privé d'Angers. Et il y a aussi des discussions entre les enfants de céréaliers et ceux d'éleveurs laitiers, avec plus d'envie de connaître les manières de travailler des différents systèmes ».

La plus grande diversité des élèves au sein des classes multiplie les opportunités de débat et de croisement d'approches différentes : ceux issus du milieu représentent à peine 16% de l'effectif total



Les lieux de formation agricole deviennent des pôles de ressources pour leur territoire environnant en offrant des plates-formes d'expérimentation, des compétences d'accompagnement aux projets locaux...



© RÉGION CENTRE



de l'enseignement agricole. Et aujourd'hui, les futurs agriculteurs et agricultrices se forment de plus en plus tardivement, après avoir vécu d'autres expériences professionnelles, souvent sans rapport avec l'agriculture : ils sont donc plus intéressés par l'apprentissage en formation continue. Au CFPPA de Florac, spécialisé dans le domaine de la transformation agroalimentaire fermière, la crise économique s'est fait sentir : « *On voit arriver ces dernières années des personnes en reconversion professionnelle, par exemple après un licenciement économique* », souligne Christèle Droz-Vincent, enseignante. Idem dans le Tarn à Ineopole Formation, du réseau des MFR : « *Depuis 25 ans qu'on forme au maraîchage bio, on est habitué à un public en recherche d'un projet professionnel nouveau, leur apportant du sens et une qualité de vie*, confirme Michel Manade, directeur-adjoint. *Depuis peu, on voit venir de nouveaux profils, portant aussi l'exigence de bien vivre économiquement de ce métier.* »

ENTRE RECHERCHE ET PRATIQUE

Face à ces demandes et profils des élèves, au delà des contenus d'enseignement, c'est aussi la pédagogie qui change. « *Je m'aperçois que j'ai évolué dans mes cours d'agronomie: je m'attache plus à l'aspect économique des itinéraires techniques que j'aborde*, note Francine Gascoin. *Par exemple, je justifie la réduction d'intrants par la réduction des charges. Mais il est parfois difficile d'aborder des pratiques nouvelles, où cela ne peut pas marcher avec des références toutes faites.* » Afin d'étudier de manière comparative les différences entre systèmes de production, les expériences de terrain deviennent primordiales: celles d'agriculteurs visités durant les cours, celles des maîtres de stage, ou celles des exploitations attenantes aux lieux de formation. « *Nous avons constitué un réseau de maîtres de stages de pays étrangers, pour permettre de connaître des stratégies et contextes différents*, précise le directeur adjoint d'Ineopole Formation. *Et il nous faut aller chercher l'expertise là où elle est, par exemple avec des cours en visioconférence avec des formateurs* ▶

Développer l'enseignement de l'agriculture bio

QUELLE EST LA POLITIQUE DU CONSEIL RÉGIONAL CENTRE EN DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE ?

L'action du Conseil régional en la matière est associée à celle du ministère de l'Agriculture, puisque nous intervenons seulement pour le financement des moyens de fonctionnement et d'investissement des établissements d'enseignement agricole, y compris des exploitations et des ateliers technologiques associés à ces lieux de formation. Mais nous ne pouvons agir sur le contenu des cours. Notre souhait est de développer l'enseignement de l'agriculture bio dans les lieux de formation agricole, en complément des autres actions que nous menons dans ce domaine : développement du bio dans les cantines, soutien aux installations, etc. Dans notre région, il y a vraiment besoin de dé- « marginaliser » la bio, et qu'elle puisse être présentée de manière équivalente aux autres modes de production dans l'enseignement. C'est une question de santé publique, y compris pour les

agriculteurs qui en subissent les conséquences sur leur propre santé. Un enseignement spécifique sur la bio doit pouvoir être disponible, car plus d'une centaine de porteurs de projets cherchent à s'installer en bio en région Centre : ils ont donc besoin de références robustes et validées.

ET QUELS MOYENS METTEZ-VOUS EN ŒUVRE POUR CE DÉVELOPPEMENT ?

Nos moyens étant limités en la matière, nous avons choisi de travailler au niveau des fermes des lycées agricoles. De manière conjointe avec la DRAF (Direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt), nous avons lancé un processus d'évaluation des projets des exploitations des établissements qui a abouti à l'organisation d'un séminaire avec les acteurs et enseignants concernés pour encourager leur conversion en agriculture biologique. Déjà, une ferme d'un lycée de la région est entièrement en bio, et deux autres, dont celle du lycée de la Saussaye, ont entamé la conversion d'une partie de leur exploitation. ■



En agriculture, de nouvelles compétences deviennent nécessaires, par exemple pour articuler plusieurs activités comme la production et la commercialisation.

FORMATION DOSSIER L'ENSEIGNEMENT DOIT SE REORIENTER

► *d'autres établissements, ou des universitaires.* » Dans cette perspective, être enseignant demande d'être fortement connecté aux innovations qui concernent son domaine. Pour les enseignants du groupe ESA d'Angers engagé dans la promotion de l'agriculture écologiquement intensive, la présence d'équipes de chercheurs à proximité est un atout. « *Nous avons intégré un module sur le thème de l'innovation en agriculture dans notre BTS APV (Agronomie et Productions végétales) qui aborde par exemple les techniques sans labour, explique Éric Wagner, enseignant en agronomie. Nous nous appuyons sur les enseignants-chercheurs de l'école d'ingénieurs de notre groupe, pour renouveler nos connaissances sur ce thème.* »

À Florac, le CFPPA s'est investi dans l'activité d'accompagnement de porteurs de projets de transformation fermière. « *En cherchant à les outiller sur le plan technique et réglementaire, nous renouvelons sans cesse notre connaissance des réalités du terrain et de la réglementation, qui évoluent constamment, évoque Christèle Droz-Vincent. Cette autre facette de l'activité du CFPPA est un atout pour les enseignants, pour qui elle joue le rôle de formation continue. Nous sommes plus pertinents dans notre offre de formation et nos enseignements, grâce à notre travail d'appui aux porteurs de projets.* »

EN INTERACTION AVEC LE TERRITOIRE

Cette liaison avec le monde professionnel et l'innovation constitue aujourd'hui un élément stratégique, afin de permettre à l'enseignement agricole d'adapter ses contenus et sa pédagogie. Mais sur ce point, tous les établissements ne sont pas logés à la même enseigne : c'est le cas pour le bio notamment.

« *Nous avons créé notre première formation bio en 1985, grâce à un partenariat avec l'association locale Nature et Progrès* », se remémore Michel Manade, d'Ineopole formation. Cette organisation de « pionniers de la bio » a contribué au développement de l'agrobiologie dans le Tarn dès cette époque, avec un nombre conséquent de producteurs. De quoi faciliter la liaison avec le milieu professionnel local, pour un établissement dont les

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE DE DEMAIN



Le profil des élèves change, ainsi que leurs attentes : à peine un tiers de ceux en formation dans les domaines de la production agricole sont issus du milieu.

L'enseignant et l'élève du futur

A l'image des enseignants-chercheurs de l'Université, l'enseignant agricole de demain sera lui aussi une « tête chercheuse » sur un domaine particulier : vente directe, intensification écologique, maraîchage, agriculture bio, ou autre. Dans sa discipline, il travaillera en réseau avec des collègues d'autres établissements et des institutions de recherche, afin de pouvoir transmettre des connaissances fondamentales régulièrement renouvelées. Afin de permettre à ses élèves d'approfondir les sujets qui les intéressent, il organisera régulièrement des cours

pour des petits groupes d'élèves avec des interventions d'experts extérieurs en visio-conférence. Pour l'élève, sa formation universitaire en poche, reprendra une formation agricole après une expérience professionnelle sans rapport avec l'agriculture. Il profitera de ce cadre de formation pour choisir différentes séries de cours à la carte, afin de se spécialiser sur l'activité agricole qui correspond à son projet d'installation. Ceci l'amènera à suivre des enseignements dans différents établissements, et à faire plusieurs stages pratiques dont un à l'étranger. ■

PETIT GLOSSAIRE DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

On distingue trois principales « familles » au sein de l'enseignement agricole en France :

le réseau des MFR (Maisons familiales rurales), dont l'enseignement est basé sur le principe de l'alternance : moitié du temps éducatif en cours, et autre moitié en stage.

l'enseignement catholique, fédéré au sein du CNEAP (centre national de l'enseignement agricole privé)

l'enseignement public, qui comporte différents types d'établissements :

- les LEGTA, correspondant aux lycées
- les CFA, centre de formation par apprentissage
- les CFPPA, centre de formation professionnelle pour adultes.

Globalement, les filières de formation dans le domaine de la production agricole regroupent 22% des élèves formés dans l'enseignement agricole. L'offre de formation comprend aussi des enseignements dans les domaines des services, de l'aménagement de l'espace et de la protection de l'environnement, de la transformation agroalimentaire, des activités hippiques, de la commercialisation, des équipements pour l'agriculture, et des animaux de compagnie.



© CHECK SAIDOU/MINAGRI.FR



formations sont toutes organisées en alternance. Au-delà du recrutement des maîtres de stage, une partie de l'équipe d'enseignants, notamment d'anciens agriculteurs bio, a également été recrutée dans les réseaux proches de cette association. « Notre expertise en matière de formation bio vient bien d'une synergie cultivée entre l'équipe pédagogique et le milieu professionnel local », conclut le directeur-adjoint.

UN TRAVAIL D'EXPÉRIMENTATION

Au lycée de la Saussaye, le contexte est moins porteur. « Depuis 2008, nous nous sommes engagés dans différentes actions sur l'exploitation de 135 ha pour avancer vers un système productif économe en intrants », raconte Thomas Renaudin, responsable de l'exploitation de l'établissement. Et en 2010, nous avons commencé à cultiver 11 ha en bio, qui vont passer à 29 ha en 2011. »

Cette orientation a rencontré quelques réticences des responsables professionnels agricoles du département, représentés au sein du conseil d'administration du lycée. L'objectif de permettre une comparaison avec les parcelles cultivées de manière conventionnelle ou avec des économies d'intrants, a fini par emporter leur adhésion. « Dans le département, à peine 1% de la surface agricole est cultivée en bio, explique l'enseignante en agronomie Francine Gascoin. Il faut comprendre qu'il est difficile de faire des grandes cultures en agrobiologie, sans disposer d'élevage pour fournir la matière organique en substitution des engrais chimiques. » Ainsi, la conduite en bio d'une partie de la ferme de l'exploitation constitue un véritable travail d'expérimentation, avec peu de références dans le milieu local.

Malgré les tensions engendrées par la restriction des moyens accordés à l'enseignement agricole, l'éducation au développement durable fait son chemin au sein des lieux de formation. Elle repose avant tout sur des acteurs et enseignants motivés, intéressés autant par la transmission de connaissances, que par jouer le rôle de « têtes chercheuses » pour baliser au mieux la réflexion et le cheminement futurs des élèves. ■

Des formations rénovées et des appuis pour expérimenter

COMMENT LE MINISTÈRE CONDUIT-IL LE CHANGEMENT DANS L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE ?

Les Assises se sont concrétisées fin 2009 par un pacte renouvelé pour l'enseignement agricole public, décliné en 60 mesures pour prendre en compte ces nouveaux enjeux. Et l'enseignement s'est engagé dans une rénovation de ses référentiels d'enseignement pour les baccalauréats professionnels CGEA (Conduite et gestion de l'entreprise agricole) et Agroéquipement, ainsi que les BTS productions animales et technologies végétales, effective depuis la rentrée scolaire 2010. Elle a permis de prendre en compte le développement durable et les évolutions techniques et économiques. Une part des enseignements est laissée à l'initiative des établissements, afin de leur permettre une adaptation au plus près des réalités locales et d'intégrer toutes les évolutions du contexte d'exercice de ce métier.

COMMENT APPUYER LA CAPACITÉ DES ÉTABLISSEMENTS À ÉVOLUER ?

La loi de modernisation a élargi la mission de développement agricole et agroalimentaire de l'enseignement à l'expérimentation et à l'innovation. Cette mission induit des relations avec les organismes de recherche appliquée, irriguant ainsi l'enseignement d'éléments

d'actualité scientifique et technique. La loi a également introduit la possibilité pour les établissements de mettre en œuvre des expérimentations pédagogiques pour redynamiser ce laboratoire d'idées et d'innovations qu'il a été de façon reconnue depuis des années.

La deuxième modalité d'action consiste à mobiliser le système national d'appui : il s'agit d'un ensemble de ressources et de personnes mises à disposition pour accompagner l'adaptation aux changements.

Il est constitué de cinq établissements nationaux d'appui répartis sur l'ensemble du territoire, globalement intégrés dans l'enseignement supérieur agricole. Il élabore également un programme national de formation pour permettre aux enseignants de s'adapter aux dimensions nouvelles de la formation.

Enfin, des réseaux thématiques permettent de mutualiser les pratiques dans différents domaines, comme le développement durable, l'agriculture biologique, etc ■



Pour étudier les nouvelles pratiques encore peu référencées par la recherche, les expériences de terrain sont primordiales.

D'AUTRES MODES DE VALORISATION DES PRODUITS

- Au CFPPA de Florac, en Lozère, la formation se décline en démarches d'accompagnement au montage de projets d'activités agroalimentaires.
- Rencontre avec Christèle Droz-Vincent, directrice de l'atelier.

Par Véronique Lucas

L'activité du CFPPA de Florac s'ancre dans le contexte agricole particulier des Cévennes. « C'est un territoire peu peuplé, mais très touristique, explique Christèle Droz-Vincent, formatrice. Ceci explique qu'un nombre croissant d'agriculteurs se positionne sur la transformation et les circuits courts pour assurer la pérennité de leurs exploitations. » Cette orientation nécessitant de nouvelles compétences, le CFPPA a choisi depuis le début des années 90 de répondre à cette demande du territoire, avec la construction d'un atelier technologique: il comprend trois unités de transformation fermière de produits laitiers, carnés et végétaux. Il permet la formation pratique des stagiaires, principalement sur les aspects techniques et réglementaires de la transformation agroalimentaire fermière de ce type de produits.

ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJETS

« Nous avons d'abord organisé des stages professionnalisants de courte durée, auxquels s'inscrivent 200 à 300 personnes chaque année, qui viennent de toute la France », raconte Christèle Droz-Vincent, aujourd'hui directrice de l'atelier. Depuis 2001, l'établissement propose également un BPREA (brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole) en agriculture bio, avec un module spécifique pour les produits fermiers. De nombreux porteurs de projets, visant souvent une installation hors du cadre familial, trouvent là l'opportunité d'acquérir les compétences nécessaires au développement d'une activité de transformation. L'atelier est également mis à disposition des professionnels du territoire, assurant ainsi un rôle de pépinière d'activités. « Tout agriculteur ou porteur de projets qui le souhaite peut venir débiter son activité de transformation fermière au sein de notre atelier, précise la directrice. Il bénéficie de notre encadrement et conseil, de manière à acquérir progressivement son autonomie. Si son volume d'activité le permet, il peut alors s'équiper par lui-même d'un atelier en propre, ou en collectif. »

Par ailleurs, le CFPPA assure une activité d'accompagnement à la création d'ateliers individuels et collectifs. Il peut aider un porteur de projet ou un groupe à définir ses besoins, à concevoir la



L'atelier technologique permet l'acquisition des compétences nécessaires à la transformation agroalimentaire fermière.

**NOUVELLE
TENDANCE
DANS LA
FORMATION
AGRICOLE:
L'ÉMERGENCE
D'UNE
FONCTION
D'ACCOMPAGNEMENT
DE PORTEURS
DE PROJETS
D'ACTIVITÉS
AGRICOLES EN
DÉMARRAGE.**

construction de l'atelier, et à réfléchir à l'organisation technique et au fonctionnement quotidien de l'équipement. Dans ce cadre, ses formateurs ont déjà accompagné plusieurs cuma pour avancer dans la concrétisation d'un projet d'atelier collectif de transformation. Et à l'heure actuelle, ils débütent un partenariat avec la fncuma pour accompagner pendant trois ans la démarche d'expérimentation d'ateliers modulaires et collectifs.

HÉTÉROGÉNÉITÉ DES STYLES D'AGRICULTURE

Cette expérience du CFPPA de Florac illustre une nouvelle tendance au sein de l'enseignement agricole, celle de l'émergence d'une fonction d'accompagnement de porteurs de projets d'activités agricoles en démarrage. Le développement de formes d'agriculture durable signifie une plus grande hétérogénéité des styles d'agriculture : notamment, certains combinent plusieurs activités comme dans le cas de la production couplée avec de la transformation et de la commercialisation. Dans ce cadre, la capacité professionnelle s'acquiert beaucoup plus durant la phase de démarrage, qui a besoin d'être accompagnée... Encore un nouveau défi pour l'enseignement agricole ! ■

L'EXPLOITATION DU LYCÉE REDEVIENT STRATÉGIQUE

■ La remise en cause des pratiques agricoles n'épargne pas les fermes des lieux de formation agricole. Exemple dans le Bassin parisien.

■ Rencontre avec Thomas Renaudin, au lycée de La Saussaye.

Par Véronique Lucas

A la Saussaye, l'exploitation en grandes cultures de 135 ha se situe sur les périmètres de captage de deux forages approvisionnant le lycée et l'agglomération de Chartres. Depuis plusieurs années, la dégradation de la qualité des eaux rendait le changement nécessaire. Puis la ferme, qui doit viser la rentabilité économique comme toutes les autres exploitations agricoles, a vécu durement la forte baisse des prix en 2008.

Alors, quelques mois après le Grenelle de l'environnement qui a mis en perspectives le plan Ecophyto 2018, la réflexion de différents acteurs du lycée -chef d'exploitation, enseignants- a donné lieu à un changement de l'assolement. « *Auparavant, nous avions une rotation basée sur quatre cultures: colza, blé tendre et blé dur, et pois, se remémore Thomas Renaudin, jeune chef d'exploitation. Nous avons décidé d'introduire le lin, le maïs, l'orge de printemps et la féverole.* » Objectif: réduire les intrants. En parallèle, une partie du matériel est renouvelée avec de l'achat en copropriété avec des agriculteurs voisins, notamment celui de récolte, de déchaumage, de binage, et d'épandage à fumier. L'année suivante, de la luzerne est implantée pour produire de la semence, et une partie du dés herbage se fait de manière mécanique. Et déjà en 2010, des résultats sont là: une diminution de 20% de l'IFT des applications d'herbicides, et de 50% des autres traitements phytosanitaires.

APPRENTISSAGES

Parallèlement à l'expérimentation de nouveaux itinéraires techniques, la commercialisation a impliqué de faire autrement. « *Pour la féverole et le lin, nous ne pouvions avoir des débouchés avec les coopératives locales habituelles, explique Thomas Renaudin. Nous nous sommes investis dans un groupement de producteurs qui travaille en partenariat avec un industriel breton pour transformer le lin. Pour la féverole, nous avons démarché des éleveurs du coin pour leur vendre en direct nos récoltes.* »

Autant de nouveaux apprentissages pour la conduite de l'exploitation de la part du chef d'exploitation et des enseignants impliqués dans cette réorientation. Dernièrement, la conversion d'un îlot d'une trentaine d'hectares en bio a permis au lycée d'obtenir une décharge d'un tiers-temps de la part du ministère de l'Agriculture. Ce temps

CETTE COORDINATION A PERMIS

DE CONSTRUIRE DES ESSAIS DE ROTATION QUI CORRESPONDENT AUX QUESTIONS QUE SE POSENT LES AGRICULTEURS EN TERMES DE CONDUITE CULTURALE

supplémentaire est affecté à Francine Gascoin, enseignante en agronomie, chargée du suivi de cette expérimentation sur l'exploitation. « *C'est une forme de formation continue pour moi afin d'apprendre à enseigner l'agrobiologie* », analyse-t-elle.

RÔLE D'ÉCLAIREUR

Ce pied dans la pratique permet en effet à cette enseignante d'accumuler des références pour les élèves, mais aussi pour les autres agriculteurs du territoire. Les expérimentations menées sur la ferme ont été coordonnées avec celles des fermes expérimentales d'autres organismes agricoles de la région: Chambre d'agriculture, Arvalis, Institut technique de l'agriculture biologique, etc. Des comparaisons peuvent être établies entre ces différents essais afin d'enrichir la gamme des connaissances offertes aux agriculteurs de la région. Des démonstrations et événements sont organisés sur la ferme du lycée et ouverts à l'extérieur, qui impliquent les enseignants. « *Cette coordination avec les professionnels nous a permis de construire des essais de rotation qui correspondent aux questions que se posent les agriculteurs ici en termes de conduite culturale* », souligne Francine Gascoin.

Dans une région où les formes d'agriculture à faible niveau d'intrants ou biologiques sont émergentes, la ferme du lycée joue le rôle d'éclaireur au service de l'agriculture locale. ■



Thomas Renaudin, jeune chef d'exploitation de la ferme du lycée: « *avancer vers un système économe en intrants nous amène à expérimenter de nouveaux itinéraires techniques, ainsi que de nouveaux modes de commercialisation.* »

DÉFRICHEURS DE L'AGRICULTURE DURABLE

■ Depuis 25 ans, Ineopole Formation s'est spécialisé dans l'agriculture bio. Une expérience qui peut inspirer les changements actuels de l'enseignement.

Par Véronique Lucas

Au milieu des années 80, notre analyse de l'agriculture nous amenait déjà à penser que nous étions dans une mutation profonde dans laquelle la prise en compte de l'environnement allait être décisive, rappelle Michel Manade, directeur-adjoint de cet établissement du réseau des MFR, à Brens dans le Tarn. *Nous avons donc créé un BPREA maraîchage bio en 1985, dont le succès ne s'est pas démenti jusqu'à aujourd'hui.* La Chambre régionale d'agriculture évalue qu'ils ont contribué à la formation de la moitié des maraîchers bio de Midi-Pyrénées. Aujourd'hui, les formations en bio proposées par cet établissement comprennent le BPREA, le BTS ACSE, un certificat de spécialisation de technicien conseil en bio, ainsi qu'une Licence Pro, dernière-née de la gamme en 2008. Par ailleurs, l'ensemble de la structure d'Ineopole Formation s'est « convertie » : les plats servis à la cuisine sont bio, et les nouveaux bâtiments qui commencent à sortir de terre sont élaborés en éco-construction. *« Tout cela procède d'une analyse globale, et nous permet de nous forger une expérience qui nous sert dans notre activité de formation : par exemple, le fonctionnement de la cuisine nous permet d'illustrer les cours relatifs aux circuits courts »,* explique Michel Manade.

MISE EN RÉSEAU

En 1985, il n'existait pas de référentiel pour l'agrobiologie dans l'enseignement agricole. Ineopole Formation s'est connecté avec d'autres établissements précurseurs, allant jusqu'à travailler avec des lieux de formation en dehors de la « famille » des MFR. Ceci a abouti à la participation au réseau Formabio afin d'accumuler des références, lequel est aujourd'hui reconnu par le ministère. *« Ce partenariat nous a beaucoup aidé : on a eu de la chance de s'appuyer sur ce réseau œcuménique avec des gens convaincus, reconnaît le directeur-adjoint. On a ainsi appris qu'on a besoin de s'irriguer de la richesse des autres, et de sortir de notre 'famille'. »* Récemment, l'établissement a entrepris d'échanger à l'échelle européenne : il pilote aujourd'hui un projet européen de transfert d'innovation entre lieux de formations spécialisés sur le maraîchage bio et la traction animale. Cette mise en réseau avec des institutions de Grèce, de Catalogne et de



La Licence Pro Conseil et développement en agriculture biologique est organisée en partenariat avec plusieurs autres établissements français : une partie des cours est organisée en visioconférence.

L'IMPORTANT, C'EST DE CONCEVOIR LA BIO COMME UN ESPACE D'EXPÉRIENCES ENCORE À DÉVELOPPER ET À TESTER, PAS COMME UNE IDÉOLOGIE

Hongrie permet également la constitution d'un fichier de maîtres de stage à l'étranger.

« En 25 ans, c'est tout un cheminement, avec une stratégie pensée et concrétisée sur le long terme, qui nous a permis de construire cette expertise, analyse Michel Manade. L'important surtout, c'est de concevoir la bio comme un espace d'expériences encore à développer et à tester, pas comme une idéologie. »

BIODYNAMIE

C'est avec cet état d'esprit que les acteurs de cet établissement ont choisi récemment de défricher un nouveau champ d'expériences, celui de l'agriculture biodynamique. Ils constatent le fort développement de cette dernière dans la viticulture, où des pratiques commencent à être reconnues et validées. *« On va se tester d'abord sur une formation dédiée à la viticulture en biodynamie, détaille Michel Manade. Ce sera un premier pas pour voir dans quelles conditions on peut participer à son développement. »*

Ces projets futurs montrent que l'expérience d'Ineopole Formation repose notamment sur un état d'esprit de « chercheurs » qui ne choisissent pas de se reposer sur leurs acquis, mais au contraire apprécient les défis et l'innovation. Et comme le souligne son directeur-adjoint : *« Cette signature que l'on a aujourd'hui dans le domaine de la bio, c'est le résultat d'une vision, d'une réflexion, mais aussi d'une pratique... »* ■